

*L*iban-Syrie : inextricables destins ?

*Étude des relations
libano-syriennes de 1998 à 2006*

Élisabeth MEUR



P.I.E. Peter Lang



CECRI

CENTRE D'ÉTUDE DES CRISES ET
DES CONFLITS INTERNATIONAUX

*L*iban-Syrie : inextricables destins ?

*Étude des relations
libano-syriennes de 1998 à 2006*

Élisabeth MEUR



P.I.E. Peter Lang



CECRI

CENTRE D'ÉTUDE DES CRISES ET
DES CONFLITS INTERNATIONAUX

Introduction

Le 13 août 2008, les présidents libanais et syrien décident officiellement d'échanger des représentations diplomatiques. Symbole fort souligné par les chancelleries occidentales et la presse internationale mais qui ne saurait faire oublier le lourd passif qui pèse sur ces deux États. Le Liban, petit¹ pays au carrefour d'une région des plus sensibles et situé sur un « front d'agressivité collective »², incarne la complexité des relations internationales. Ces dernières années, la République libanaise a connu de multiples bouleversements conjuguant facteurs politiques internes et régionaux mais aussi internationaux. De longue date, les rapports entre Beyrouth et Damas ont été conflictuels pour des raisons à la fois historique, idéologique, stratégique et politique. Ces différences de vision ont alimenté un mode d'interaction revanchard qui peu à peu a mené à la construction d'une relation dissymétrique en faveur de Damas. Partant de ce constat, cet ouvrage tentera de démontrer si l'inextricabilité des destinées libano-syriennes est inéluctable. En d'autres termes, et comme Patrick Seale l'affirme, il s'agit de vérifier si « Liban et Syrie ne peuvent vivre ensemble et encore moins séparément »³.

Le cadre spatial de cette recherche étant le Liban dans ses relations avec son voisin oriental, la temporalité restait à définir. Depuis 1998 et l'arrivée à la présidence du controversé général Émile Lahoud, le Liban a vu se dérouler bon nombre d'événements mettant en jeu directement, ou indirectement, sa relation avec la République ba'athiste : le retrait israélien du Sud Liban le 24 mai 2000, la mort du président Hafez al-Assad le 10 juin 2000, l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février 2005, le retrait syrien le 26 avril 2005. Cette période charnière, avec la fin d'une

¹ Le qualificatif « petit » désigne la superficie territoriale relativement restreinte du Liban, 10 452 km² (variable selon les sources) par rapport à son voisin syrien et ses quelques 185 180 km², et non pas une catégorie dont la définition complexe est sujette à discussion. Voir à ce propos Tonra Ben, « Les petits pays ont aussi une politique étrangère », in Charillon Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po., 2002.

² Bouthoul G. cité par Gounelle Max, *Relations internationales*, Paris, Dalloz, 5^e édition, 2001, p. 127.

³ Seale Patrick, « Foreword », in Chaitani Youssef, *Post-Colonial Syria and Lebanon, The Decline of Arab Nationalism and the Triumph of the State*, London, I.B. Tauris, 2007, p. 9.

présence syrienne institutionnalisée, conséquence d'une combinaison de facteurs internes et externes, est intéressante dans la mesure où elle ouvre la voie, éventuellement, à de nouvelles configurations politiques nationales mais aussi régionales et internationales.

Les relations contemporaines entre les deux voisins arabes représentent un terrain fertile à l'analyse et paradoxalement peu investigué. Malgré la centralité des relations avec la Syrie pour la République du Cèdre, celles-ci n'ont pas fait l'objet d'une recherche systématique⁴ ; la littérature sur le Liban traite de manière périphérique les nombreux enjeux liés aux relations conflictuelles entre ces deux voisins. Il est donc indispensable de pallier cette carence en mettant en perspective, sur différents niveaux d'analyse et différentes périodes historiques, les rapports avec le grand voisin syrien, notamment l'avant et l'après retrait de 2005.

À la suite du repli des soldats de Damas en avril 2005, les relations avec Beyrouth ont traversé une phase de refroidissement. De nombreux événements corroborent ce constat : la victoire de certains « anti-Syriens »⁵ dont S. Hariri et W. Joumblatt aux élections législatives, la nomination de F. Siniora, ami de feu R. Hariri, au poste de Premier ministre, le blocus syrien contre les camions libanais à la frontière lors de l'été 2005⁶, les transferts massifs d'armes depuis la Syrie à destination des camps palestiniens au Liban, le lancement d'une commission d'enquête internationale concernant l'attentat ayant coûté la vie à R. Hariri et la mise en cause du gouvernement syrien dès le premier rapport Fitzgerald, les pressions du juge Mehlis sur le régime de Bachar al-Assad, le lancement en avril 2005 du *sit in* dans le centre-ville de Beyrouth pour réclamer une internationalisation de la question des détenus dans les geôles syriennes, les demandes de membres du « 14 mars »⁷ concernant le désarmement des réfugiés palestiniens comme du Hezbollah, etc. Parallèlement à cela, des discours politiques

⁴ Exception faite des nombreux ouvrages consacrés à la période mandataire.

⁵ À propos des questions de taxinomie, voir titre « Les années 2000 : la formation des blocs ».

⁶ Le blocus économique peut être un instrument de pression entre diplomatie et coercition. Devin Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2002, p. 77. Toutefois, dans le cadre libano-syrien, la situation n'est pas à sens unique. En effet, alors que la Syrie constitue l'hinterland de la zone portuaire beyrouthine, le district de Damas est également pour le Liban la voie d'accès aux marchés de la péninsule arabique. Entre appétits côtiers syriens et ouverture orientale libanaise, un équilibre semble requis. Roosens Cl., Rosoux V., de Wilde d'Estmael T. (dir.), *La politique étrangère : le modèle classique à l'épreuve*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, p. 307.

⁷ Nom donné à une coalition de partis politiques libanais suite à l'assassinat de Rafic Hariri et à la Révolution du Cèdre le 14 mars 2005.

orageux sont venus confirmer ce gel de part et d'autre de la frontière. Peu après le retrait des troupes syriennes du Liban, le ministre syrien de l'Information répondait sèchement à une proposition libanaise d'une visite du Premier ministre de l'époque, Fouad Siniora, qu'il n'y avait pas d'urgence pour cette visite et que « la porte de la Syrie était la Résistance⁸ [...] et qu'elle ne saurait s'ouvrir à n'importe quel parti opposé à la Résistance »⁹. En novembre 2005, le président syrien affirmait, pour sa part, que le Liban devenait « le lieu de passage de tous les complots contre la Syrie »¹⁰ en violation des accords de Taëf et du Traité de fraternité. Certains dirigeants libanais, de leur côté, n'étaient pas en reste dans leurs invectives à l'égard du régime ba'athiste : W. Joumblatt, qualifiant, par exemple, le président al-Assad de « tyran de Damas » ou encore, Saad Hariri accusant le gouvernement syrien de l'assassinat de son père.

Ces événements poussent à s'interroger sur la définition de la relation libano-syrienne à la suite du retrait des troupes syriennes. Autrement dit, la mise sous tutelle libanaise a-t-elle véritablement pris fin avec le retrait syrien ? Ou encore, la relation libano-syrienne s'est-elle équilibrée après avril 2005 ? En outre, quelle est la volonté des acteurs libanais quant à cette relation ? Les événements postérieurs au retrait ainsi que l'analyse qui a été produite à ce sujet par différents auteurs laissent croire qu'il n'y a pas eu de profond rééquilibrage de la relation¹¹. De nombreux analystes vont même jusqu'à parler de tentatives de reconquête d'une position au Liban, ou encore de la ténacité du régime ba'athiste à conserver sa « carte libanaise »¹².

Les enjeux d'une relation déséquilibrée pour le Liban sont multiples : la souveraineté, l'entente nationale et la sécurité peuvent être mises en exergue. Les sujets développés tout au long de cet ouvrage incarnent chacun un aspect particulier de la mise en péril de l'intérêt national libanais. Lors d'un discours en 2006, le Premier ministre Siniora rappelait d'ailleurs, ce qui deviendra un leitmotiv de la majorité au pouvoir, dite « antisyrilienne », l'importance de « la construction d'un

⁸ L'emploi de la majuscule à Résistance signifie que l'on parle de la branche armée du parti Hezbollah.

⁹ *Arab News*, avril 2006.

¹⁰ Blanc Pierre, « De la tutelle à la coopération. La difficile transition des relations libano-syriennes », in *Confluences Méditerranée*, n° 56, Paris, L'Harmattan, hiver 2005-2006.

¹¹ Blanc Pierre, *op. cit.* ; Picard Élisabeth, Mermier Frank (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, La Découverte, 2007, p. 211 ; Patrie Béatrice, Espanol Emmanuel, *Qui veut détruire le Liban*, Arles, Actes Sud, 2007.

¹² Picard Élisabeth, Mermier Frank (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, La Découverte, 2007, p. 211.

État qui protège, d'un État souverain pour une population unie et solidaire »¹³.

L'importance des relations libano-syriennes pour Beyrouth n'a guère été démentie depuis 2005. En témoigne, le numéro spécial de *L'Orient-Le Jour* paru en 2010 titrant « Liban-Syrie 2010. La fin d'un malentendu ? ». Rares sont les pays qui, à l'instar du Liban, suscitent autant de discours passionnés, de prises de position tranchées et de luttes acharnées. Au cœur de cette surenchère rhétorique, il est difficile d'y voir clair ou encore de saisir la logique opérant dans cet apparent capharnaüm. Les relations libano-syriennes n'échappent pas aux clichés, aux récits ambigus et aux explications contradictoires.

Cet ouvrage se donne alors pour objectif premier, à travers l'étude d'une période critique des relations entre les deux États, d'explicitier les ressorts de la politique libanaise à l'égard de Damas. C'est donc le point de vue libanais de ces relations qui sera présenté. À cette fin, certains enjeux cruciaux des relations libano-syriennes seront analysés sur la base de témoignages de responsables politiques libanais, de personnalités religieuses et médiatiques, d'analystes et de professeurs mais aussi de Libanais ordinaires.

Les perceptions¹⁴ des acteurs jouent ici un rôle central dans l'interprétation des événements. Comparer les perceptions de différents acteurs par rapport au même objet ou situation met en lumière les difficultés qui se dressent quant à la formulation d'une politique étrangère unifiée. L'originalité de cette recherche tient au fait qu'elle est guidée par les préoccupations des acteurs libanais en 2006, soit, à une période charnière de leurs relations. Au-delà de l'instantané, le discours présente les visions, les priorités, les doutes, les craintes mais aussi les motivations des uns et des autres. Enfin, il met en relief la versatilité des positions et les différences d'aspirations qui traversent la classe politique et la population libanaise.

Telle une radiographie, cette recherche entend montrer les blessures passées, plus ou moins cicatrisées, et les fêlures actuelles permettant, par la même occasion, de diagnostiquer les fragilités futures des relations libano-syriennes. Pour ce faire, elle se compose de trois parties : l'étude de l'émergence d'un contexte antagonique pose les fondements de cette analyse ; ensuite, les « pommes de discorde » reflètent les tensions majeures des relations libano-syriennes et, enfin, l'analyse des conflits

¹³ Parlement européen, Strasbourg, *Exchange of views with Mr Siniora, Prime Minister of Lebanon, on the situation in the Middle East*, 27/9/2006.

¹⁴ Pour l'internationaliste R. Jervis les perceptions sont constituées d'images, de croyances et d'intentions. Jervis Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

locaux, régionaux et internationaux qui ont constitué et alimenté la crise libanaise dans sa dimension syrienne rend compte de l'insertion des interactions Beyrouth-Damas au cœur de configurations qui les dépassent.

En guise de contextualisation historique, différentes visions des constructions nationales libanaise et syrienne sont exposées. Les récits des acteurs politiques libanais permettront de saisir la manière dont ils convoquent l'histoire, structurant par la même occasion une vision plus générale des relations qui unissent la République du Cèdre et la République ba'athiste. Au-delà de l'analyse factuelle, cette recherche s'insère également au sein d'un dispositif théorique permettant de développer un regard critique sur les relations entre Beyrouth et Damas. L'intérêt national ainsi que la puissance sont deux concepts centraux en relations internationales et problématiques dans notre cadre d'analyse. En effet, alors que le Liban souhaite faire de sa faiblesse une force, la Syrie exerce la sienne aux dépens de ce premier, plaçant, par conséquent, la définition mutuelle de leurs intérêts nationaux au cœur de leur relation.

La deuxième partie de cet ouvrage développe certains « grands dossiers »¹⁵ qui structurent les rapports entre les deux États. La personnalité et les actions de l'ancien président libanais, Émile Lahoud, ainsi que la fonction présidentielle dans la République seront décrites. Deux raisons justifient ce choix : premièrement cela permet de démarrer de manière chronologique, puisqu'à la délimitation temporelle choisie correspond l'arrivée au pouvoir d'Émile Lahoud en 1998 ; deuxièmement, ce président, omniprésent dans le discours après la prorogation de son mandat en 2004, incarne la relation libano-syrienne dans sa dimension la plus personnelle. Dans le chapitre suivant, il ne s'agit plus, à proprement parler, de relations individuelles mais bien des rapports entre un parti politique libanais, en l'occurrence le Hezbollah, et la République arabe voisine. Liaisons qui se trouvent prises dans un dispositif complexe et contradictoire. En effet, acteur central de la relation libano-syrienne, objet de toutes les passions et fantasmes, le Hezbollah participe, de par son double statut de milice et de parti politique, à toutes les polémiques à propos de ses liens avec Damas. La question du désarmement et celle de l'entente avec le Courant patriotique libre du général Aoun¹⁶ sont notamment abordées.

¹⁵ Alors que certains dossiers litigieux occupent une place centrale dans le discours d'autres, non moins importants, sont traités avec plus de distance ; c'est le cas notamment des dossiers économique-financiers mais aussi des problématiques liées au partage des ressources naturelles, dont l'eau représente un enjeu majeur. Ces questions restent cruciales mais, probablement en raison de leur technicité, se prêtent moins au discours médiatique et aux échanges politiques.

¹⁶ Michel Aoun est le président du Courant patriotique libre ; député depuis 2005, porte-parole de l'opposition parlementaire, signataire d'une entente avec le Hezbol-

Pour conclure, les « sujets lancinants » désignent des problématiques qui perdurent de longue date et qui, ponctuellement, font l'objet d'une attention plus politique que politique. Ces sujets constituent autant de dossiers irrésolus qui empoisonnent les relations libano-syriennes. En outre, ces questions revêtent une valeur hautement symbolique et ont en commun de diviser les populations. En effet, la frontière symbolique séparant les deux peuples « frères »¹⁷ n'est pas moins importante que la question de la délimitation des frontières physiques. Les détenus libanais dans les prisons syriennes, les travailleurs migrants syriens et les réfugiés palestiniens sont autant de destinées humaines tragiques prises dans l'étau des dysfonctionnements de la relation libano-syrienne.

Cette seconde partie nous amène, presque naturellement, à l'explosion de la crise politique après la guerre des « 33 jours ». Loin d'avoir ressoudé les Libanais, la guerre a rendu la quête d'un consensus interne encore plus difficile. Elle a, en outre, polarisé davantage les acteurs libanais dans le jeu des alliances internationales. Ce chapitre sera l'occasion de revenir sur la séance de dialogue national qui a précédé la guerre des « 33 jours » et qui fournit déjà les indices de la crise qui allait suivre. Les buts divergents des puissances et les déchirements internes seront mis en parallèle en vue de produire l'analyse la plus fine possible de la situation. La vision des différents acteurs concernant les causes, les dangers et les solutions de ce blocage politique fera l'objet d'une présentation détaillée, permettant de saisir les dynamiques multiformes de cette crise.

L'analyse de la crise politique libanaise, pour être satisfaisante, doit être replacée au cœur des configurations internationales. L'étude de l'internationalisation de la relation libano-syrienne depuis l'adoption de la résolution onusienne 1559 jusqu'à la résolution 1701, ainsi que des logiques internationales, régionales et locales au centre du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) rendent compte de la gradation de l'immixtion de la communauté internationale dans la relation libano-syrienne. La conclusion générale sera l'occasion d'établir quelques lignes directrices de la construction, de la déconstruction et des tentatives de reconstruction des « liens fraternels »¹⁸ libano-syriens.

lah. Figure paradoxale s'il en est, l'ancien Premier ministre (1988 à 1990) a désapprouvé les accords du Caire de 1969 et prône la laïcité. En tant que commandant en chef de l'armée libanaise en 1984, M. Aoun a combattu l'occupation syrienne militairement et politiquement durant toute sa carrière. Il se lance dans une guerre de libération contre les forces syriennes le 14 mars 1989 et est ensuite forcé à l'exil.

¹⁷ Parlement libanais, Taëf, Titre IV, « Les relations libano-syriennes », *Accord de Taëf ratifié par le Parlement libanais*, 5/11/1989.

¹⁸ *Ibid.*